Monsieur Robert MALLET

Recteur de l' Académie

Chancelier des Universités de Paris

Pour une morale de l'Homme

et non

pour le profit de quelques hommes

Lettre au G.E.P.O.P

15 septembre 1975

Le combat est engagé partout entre ceux qui veulent faire des littoraux encore intacts les plus fructueuses opérations financières, et ceux qui désirent accorder à l'homme le bienfait de grands espaces naturels protégés. Les bénéfices, ici et là, malheureusement ne sont pas du même ordre, et les partisans de la finance dissimulent leurs intentions de profit sous les arguments de "l'aménagement", de la "mise en valeur touristique", et des droits légitimes des populations côtières à exploiter commercialement les rivages que la nature leur a donnés. Mais nous savons aujourd'hui que les hasards des naissances et des héritages ne nous confèrent plus -dans un monde en expansion démographique galopante- la possibilité de jouir, comme naguère, des terres, des mers et des fleuves selon notre bon plaisir ou même selon des convenances économiques collectives. La terre et l'eau sont devenues les biens les plus précieux de l'homme, et non plus de certains hommes. Un droit international, né d'impératifs à la fois scientifiques et moraux, est en train de se constituer, sinon déjà dans les textes du moins dans les consciences, qui permettra aux Européens de dire leur motsur l'exploitation des forêts amazoniennes comme aux Américains du Sud de se préoccuper de la pollution européenne. Ce droit deviendra vite l'expression d'un devoir commun lié à la certitude qu'aucun pays -serait-il le plus puissant, le plus vaste- ne saurait désormais vivre replié sur lui-même, séparé des autres nations, dans une autartie illusoire, à moins de privations et de règles tyranniques imposées par des régimes totalitaires, et pour un temps qui ne pourrait être que limité. Il faut, dès aujourd'hui, voir les choses en face : les problèmes de l'environnement ne connaissent pas plus les frontières que les vols d'oiseaux migrateurs.

Et j'en viens tout naturellement à l'action du Groupe d'Etude et de Protection des Oiseaux en Picardie, à cette exposition qui nous est présentée grâce à l'initiative d'une association courageuse, généreuse et active. La première leçon à tirer d'une telle manifestation est que l'on ne peut plus disjoindre, en matière d'écologie, un problème d'un autre. La protection des oiseaux va de pair avec celle de toute la faune, avec celle de la flore, avec les conséquences de la pollution, et de l'urbanisation, et de toutes les formes d'aménagement qui introduisent la machine, puis les installations dites de tourisme, de détente,ou même de culture,dans les zones que l'on veut mettre à la disposition des hommes, ne s'agirait-il que de les leur faire admirer, sans leur permettre d'y résider. Nous savons maintenant que l'intégrité des parcs naturels trop fréquentés est compromise et que, par exemple, le succès de la réserve de Camargue provoque à ses flancs de tels afflux de vacanciers que l'existence des oiseaux cernés par la foule, les tentes, les caravanes est troublée sans même qu'il y ait pénétration des privilégiés qui ont accès aux aires protégées. Et ces privilégiés deviennent si nombreux que les sentiers piétionniers s'élargissent, se durcissent comme des chaussées et que les incursions inévitables hors des itinéraires mettent en danger les couvées et la vie quotidienne de tous les animaux. Le développement de Marseille, la création de la ville industrielle de Fos, le tourisme tentaculaire des Saintes-Maries-de-la-Mer feront sans doute, d'ici à vingt ans, de la réserve de la Camargue le parc public des Bouches-du-Rhône.

L'admiration massive porte en elle tous les risques d'auto-destruction, simplement par le nombre d'admirateurs : il a fallu fermer les grottes de Lascaux pour sauver les chefs-d'oeuvre de la peinture préhistorique sur roche ; les escaliers de marbre et les planchers marquetés de Versailles se détériorent sous les pas de millions de visiteurs.

De nouvelles notions doivent s'introduire dans l'esprit des hauts responsables, face à l'évolution du monde, sous peine de provoquer des dégradations irréversibles par l'inertie, les réactions trop tardives, le manque élémentaire de prévision. Ces nouvelles notions sont celles de mise en réserve méthodique et de protection, même autoritaire.

Le Ministère de la Qualité de la Vie, chargé de l'Environnement, est l'un des plus sollicités, l'un de ceux qui suscitent le plus d'espoir, mais c'est aussi l'un des plus critiqués et contrecarrés. Le dommage, c'est que ses défenseurs se rencontrent généralement parmi les individus ou les associations qui n'ont d'autres forces que leur alarme perspicace, leur désintéressement, leur combattivité militante alors que les détracteurs se recrutent parmi les bien nantis, et tous ceux qui spéculent, et tous ceux qui ne voient que leurs intérêts immédiats, qui se moquent des générations à venir, et toutes les collectivités qui correspondent à des sommes d'égoîsmes, à des convergences d'intérêts privés. Et le mal est accentué par les soucis électoraux, la crainte de ne pas être réélu, avec la démagogie qui en découle. Et il est encore amplifié par trop d'administrateurs chargés des grands travaux qui confondent constamment le progrès avec l'ouverture de nouveaux chantiers. Et c'est ainsi que partout on élargit les routes, on supprime les courbes, sans penser que des limitations de vitesse sur certaines voies, hors des grands trafics, permettraient (comme on le fait dans les pays nordiques) de respecter les paysages, la végétation, et la sécurité. Le tourisme chez nous, vu par les responsables de nos aménagements routiers, consiste à fabriquer le plus grand nombre de larges chaussées rectilignes (souvent dans les sites les plus beaux) qui donnent licence aux automobilistes de tout voir sans descendre de leurs véhicules, et d'aller le plus vite possible d'un point à un autre, dépeçant les vieilles campagnes, défigurant les corniches littorales pour en faire des boulevards, avec des parcs de stationnement-belvédère.

Ne se trouva-t-il pas des personnes qui, au nom d'intérêts municipaux, osèrent, voici quelques années, proposer de relier Le Crotoy à Saint-Valéry par une route directe à travers la Baie ? Et d'autres qui suggérèrent, au même moment, de fermer la baie par une digue entre le Hourdel et la pointe de Saint-Quentin pour créer un bassin nautique avec, bien entendu, une route construite sur la digue ? La sagesse des hautes autorités fit alors échec à ces projets qu'on qualifiait de grandioses pour cacher leur vénalité.

L'intérêt des automobilistes passe avant tout. Et quand on ne leur donne pas officiellement le droit de disposer d'un terrain, ils le prennent sans autorisation, créant de vastes parkings spontanés qui gâchent le site, comme c'est le cas à Saint-Valery, où le poétique Cap Hornu est devenu en été un agglomérat d'autos, de caravanes et de marchands de frites et glaces.

Il semble qu'on ne sache ou ne veuille plus faire la différence entre le pont de Tancarville, nécessité économique absolue, et le pont deBénodet, luxe qui, pour éviter quelques kilomètres aux usagers, a urbanisé et dénaturé l'une des plus belles parties du littoral breton, comme si le tourisme -le vrai, digne de son nom- n'était pas de respecter la qualité naturelle des paysages et de permettre de les découvrir autrement qu'en quatrième vitesse (sans compter l'emploi plus judicieux qu'on pourrait faire des milliards engloutis dans de telles opérations).

Prenons un exemple caractéristique de ce gâchis des sites et des finances publiques : on a dépensé des sommes considérables pour construire la large et insipide piste automobile sans ombrage qui mène de Saint-Valery à Cayeux et au Hourdel, alors que -de toute évidence- elle ne dessert aucune zone industrielle et que sa vocation est exclusivement touristique. Il suffisait d'un peu d'imagination au service du bon sens pour aménager l'ancienne route sur digue, en l'élargissant dans les virages, en abattant les ormes trop vétustes, en y replantant des arbres moins serrés, et en limitant la vitesse. Personne n'y aurait perdu, car aujourd'hui le paysage est transpercé d'un flux d'automobilistes pressés que plus aucun pittoresque ne retient, et le caractère traditionnel des Bas-champs a été irrémédiablement détruit. Les restaurateurs du Hourdel et les commerçants de Cayeux n'auraient pas vu leur clientèle diminuer (puisque nous en revenons toujours aux justifications par le profit de quelques-uns). Je gage même qu'ils y auraient gagné, car les paysages auraient été plus attirants. Quant à la fameuse "route blanche" construite sur le tracé d'un chemin vicinal enfoui depuis cent ans sous les sables, elle permet en effet d'aller du Hourdel à Cayeux en suivant la mer. On y trouve maintenant de vastes parkings où s'agglutinent les autos, des campings sauvages et des bas-côtés encombrés de détritus tandis que la municipalité qui a fait les frais de cette voie touristique -sans se soucier de préserver un site dont elle se sentait l'exclusive propriétaire- laisse les plages, ainsi livrées aux baigneurs, devenir les dépotoirs des marées. Elle a trouvé l'argent pour faire la route, elle n'en a plus pour assurer l'hygiène de ses abords. Auparavant, les vrais amis de la nature allaient à pied de Cayeux au Hourdel, à travers les dunes, et la flore comme la faune jouissaient encore de quelques hectares de relatif répit.

Quand une municipalité a reconstitué des alignements d'arbres détruits par la guerre -c'est le cas au Hourdel, entre les maisons et l'estacade- elle ne s'en préoccupe plus, et la moitié des baliveaux non tuteurés est morte de sécheresse, ou de blessures faites par les autos sur les fragiles troncs non protégés. Bref, on investit, mais on n'entretient pas. Sans doute parce que les réfections rapportent moins d'argent que les créations et répartissent les crédits en de multiples opérations où les profits des grosses entreprises sont moins importants.

Le Groupe d'Etude et de Protection des Oiseaux en Picardie fait partie de ces organismes sains et désintéressés qui représentent, aux yeux des uns, une forme de contestation inquiétante, aux yeux des autres, une réaction de défense de l'espèce humaine, même lorsqu'elles ne prétendent qu'à protéger la flore et la faune. Les journaux de Picardie ont rendu compte de la manifestation organisée cette année par le G.E.P.O.P

le jour de l'ouverture de la chasse en Baie de Somme pour condamner "la chasse abusive". Quelques chasseurs furent gênés et conspués par les manifestants sur le terrain de leurs exploits. Il y eut de très vives protestations contre ces "atteintes à la liberté". Mais le temps est venu où les chasseurs doivent comprendre que, dans certains lieux privilégiés, propriétés de l'Etat ou des municipalités, donc patrimoine commun, les coups de fusil et les tableaux de chasse sont une atteinte à la liberté des hommes qui refusent de voir sous leurs yeux se perpétrer le massacre -même réglementé- des ultimes spécimens d'oiseaux migrateurs ou sédentaires. Une nouvelle morale est en train de s'instaurer, qui ne suit pas les cheminements de la procédure juridique, parce que lorsque les interdits officiels interviendront pour mettre fin à la tuerie, il sera -comme toujours- trop tard : il n'y aura plus d'oiseaux à tuer.

Je suis de ceux qui redoutent toutes les façons de substituer sa loi à la loi. Mais je souhaite que les responsables sachent déceler, à travers les formes de la violence pratiquée par les non-violents, les indices d'une conscience révoltée, et ne tardent plus à en tirer la leçon.

La Conférence du Conseil de l'Europe sur "Les loisirs et la conservation de la nature" qui s'est tenue à Hambourg, en juin dernier, et dont la chasse fut une des préoccupations, a mis en évidence que si les touristes veulent à tout prix, au rythme actuel, se concentrer sur la bande de cent mètres qui longe le rivage, on comptera en France, avant la fin du siècle, vingt millions de baigneurs entassés à raison d'un par mètre carré...

Répétons le une fois encore : les défenseurs des derniers littoraux encore vierges ne sont ni des romantiques attardés, ni des rêveurs impénitents, ni des réactionnaires gauchistes ou des gauchistes réactionnaires. Ce sont des réalistes qui songent à leur descendance et veulent sauver le visage d'une vie naturelle dont ils ont compris que le respect conditionne le corps tout entier d'une Terre menacée par les jeux de la mort inutile et les stratagèmes des spéculateurs.

Robert Mallet.